

Préfecture
Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

Rennes, le 13 mars 2019

**Commission de suivi de site
Unité de valorisation énergétique (UVE) de Villejean-Beauregard
exploitée par VALOREIZH à Rennes
Réunion du 30 janvier 2019**

M. Denis OLAGNON, Secrétaire général de la préfecture, ouvre la séance de travail à 9 h 30 et remercie les participants de leur présence.

Étaient présents :

Collège élus

- M. Olivier DEHAESE Vice-président de RENNES MÉTROPOLE en charge de l'énergie et des déchets
- M. Daniel GUILLOTIN Ville de Rennes, conseiller municipal

Collège exploitant

- Mme Nathalie GAILLARD RENNES MÉTROPOLE, service valorisation des déchets
- Mme Marie BASQUIN (*suppléante*) RENNES MÉTROPOLE, service valorisation des déchets
- M. Martial GABILLARD Directeur général VALOREIZH (groupe VEOLIA)
- M. Jean-Yves DOARÉ VALOREIZH, directeur de l'UVE

Collège salarié

- M. Denis LELEVRIER VALOREIZH

Collège associations protection de l'environnement et riverains

- M. Bernard HEYMAN Association SAINT-GILLES NATURE ENVIRONNEMENT (SGNE)
- Mme Marie-Pascale DELEUME (*suppléante*) Association EAU ET RIVIÈRES DE BRETAGNE
- M. Christian NEMLUVIL Association Vivre à Beauregard
- M. Jean-Claude LE FLOCH Association syndicale des propriétaires du square du Lyonnais
- Mme Marie-Odile CLOÏTRE Association syndicale des propriétaires du square du Lyonnais

Collège des administrations

- M. Frédéric RIVOALAN DREAL / UD 35
- M. Benoît CHAMPENOIS ARS – DT 35

Personnalité qualifiée

- Mme Laurence DUFFAUD Conseil régional de Bretagne
- Lt Franck-Hervé LELIÈVRE Service départemental d'incendie et de secours

Assistaient également :

- Mme Raffaella FORMISANO VALOREIZH
- Mme Sophie CAHEN Chargée de mission déchets, conseil régional
- M. Gaël LEFEUVRE Directeur de l'association AIR BREIZH
- M. Grégory AGNELLO Bureau d'études EVINERUDE
- M. Simon SOTO Bureau d'études BURGEAP
- Mme Michèle ROBIC Préfecture, chef du bureau de l'environnement et de l'utilité publique
- M. Serge FOURCADE Préfecture, bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Membres excusés :

- Mme Anabel MARIE, RENNES MÉTROPOLE
- Mme Marie NEUSCHWANDER, RENNES MÉTROPOLE
- M. Jean-Charles GUYONVARCH, VALOREIZH
- Mme Alike BEN BERGHOUT, Association des Résidents de Villejean

M. OLAGNON rappelle l'ordre du jour :

- présentation des membres de la commission renouvelée
- désignation des membres du bureau de la commission
- adoption du compte rendu de la dernière réunion (19/01/2018)
- bilan d'exploitation 2018
- suivi environnemental sur l'ensemble des matrices (jauges, lichens, lait)
- information sur l'étude de la pollution du square du Berry
- avancement de l'opération de restructuration de l'UVE – point d'étape sur la concertation
- questions diverses.

Mme CLOÛTRE demande si les questions sont réservées au dernier point de l'ordre du jour ou s'il est également possible d'intervenir au cours des différentes présentations.

M. OLAGNON répond que la CSS est une instance de concertation et que les membres ont le droit d'intervenir à tout moment. Le dernier point de l'ordre du jour est plus particulièrement consacré aux sujets que des membres souhaiteraient aborder et qui n'auraient pas été évoqués lors de la séance.

I – Présentation des membres de la commission renouvelée

L'arrêté préfectoral du 15 février 2013 portant création de la commission de suivi de site est arrivé à expiration au terme de sa période de validité réglementaire de cinq ans.

Un arrêté renouvelant la composition de la commission a donc été pris le 26 octobre 2018 et communiqué à l'ensemble des membres, accompagné du règlement intérieur approuvé le 27 juin 2013 et modifié le 10 décembre 2015.

M. OLAGNON demande à chaque membre de se présenter, à tour de rôle.

II – Désignation des membres du bureau de la commission

Conformément au règlement intérieur, le bureau est constitué d'un représentant désigné au sein de chaque collège par les membres de la commission.

Sont ainsi désignés :

- pour le collège des administrations de l'État : M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne (DREAL) ou son représentant
- pour le collège des élus : M. Olivier DEHAESE
- pour le collège des riverains ou associations de protection de l'environnement : M. Jean-Claude LE FLOCH
- pour le collège de l'exploitant de l'installation classée : Mme Nathalie GAILLARD
- pour le collège des salariés de l'installation classée : M. Denis LELEVRIER.

III – Approbation du compte rendu de la dernière réunion (19 janvier 2018)

M. OLAGNON donne lecture d'un message de M. Jean-Charles GUYONVARCH, qui n'a pu se libérer pour assister à la présente réunion.

M. GUYONVARCH y précise que dans la partie V du compte rendu de la réunion du 19 janvier 2018 (« Avancement de l'opération de restructuration de l'UVE »), il est l'auteur des deux questions attribuées par erreur à M. LELEVRIER.

Le compte rendu est approuvé à l'unanimité, avec cette observation.

IV – Bilan d'exploitation 2018

M. DOARÉ prend la parole.

1) Répartition des déchets réceptionnés et évolution des tonnages.

La réception de déchets en 2018 a été de 135 197 tonnes.

- 79 % étaient des déchets ménagers collectés sur le territoire de Rennes Métropole ;
- 13 % étaient constitués de déchets ménagers reçus d'autres collectivités : SMICTOM des Pays de Vilaine, Communauté de communes de Redon et SMICTOM des Forêts (Liffré), notamment. Ce service est assuré pour l'instant dans le cadre de la gestion du vide de four par l'exploitant. Cependant, afin de tenir compte de la loi de transition énergétique, qui prévoit la réduction de moitié des enfouissements, les discussions actuellement menées dans le cadre de la révision du plan régional de gestion des déchets pourraient conduire à redéfinir le bassin d'accueil des déchets de l'UVE de Villejean-Beauregard car le vide de four ne sera pas augmenté. La capacité de l'UVE doit pouvoir continuer à traiter les déchets des territoires ne disposant pas d'installations de traitement, mais ces dernières devront compenser leur augmentation de population par de la prévention. Des discussions sont en cours avec les territoires voisins sur ces sujets.
- Enfin, en 2018, 8 % des déchets entrés à l'UVE étaient des déchets d'activités économiques (DAE) de la grande couronne rennaise.

La quantité de déchets incinérés en 2018 est de 118 138 tonnes. Leur part est moindre qu'en 2017. Cela est dû à des incidents d'exploitation survenus au cours de l'année 2018 ayant entraîné de nombreux arrêts des chaudières. L'engagement de saturation des fours pris avec Rennes Métropole, qui prévoyait que 143 980 tonnes seraient brûlées en 2018, n'a donc pas pu être respecté.

2) Évolution quantitative des détournements.

En 2018, suite aux nombreux arrêts de ligne de l'UVE mais également à des incidents survenus dans d'autres sites, les tonnages à traiter dans les installations de stockage ont connu une affluence exceptionnelle, aussi bien en Bretagne que dans les Pays de la Loire. Les détournements ont représenté au total 25 842 tonnes (dont 17 059 tonnes issues du territoire de Rennes Métropole). 87 % ont été envoyés dans des ISDND, 8 % ont été valorisés dans d'autres UVE y compris hors de la région Bretagne, 4 % en unité d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) et 1 % ont fait l'objet d'autres traitements thermiques.

Concernant Rennes Métropole, le tonnage global incinéré a été de 90 000 tonnes, dont 71 000 tonnes d'ordures ménagères résiduelles. Les déchets incinérables de déchetteries ont représenté 5 900 tonnes, les refus de tri des collectes sélectives 3 654 tonnes et les encombrants incinérés après broyage 9 058 tonnes.

3) Détection de radioactivité.

La présence d'éléments radioactifs à courte durée de vie (produits de radiothérapie jetés dans des bennes inappropriées alors que des filières spécialisées existent) a été détectée à deux reprises en 2018. Les camions en cause ont été mis à l'isolement. La décroissance de radioactivité a été rapide et le taux est redevenu normal en deux ou trois jours. Comme il s'agissait d'incidents légers, il n'a pas été nécessaire de faire intervenir des services extérieurs.

4) Valorisation énergétique.

L'année 2018 a connu des résultats en baisse en termes de valorisation énergétique. Cela s'explique par les arrêts et les indisponibilités précédemment évoqués. La baisse de production totale d'énergie sur le site a été de 16 %.

a) Production de chaleur

Dans ce contexte peu favorable, le choix a été fait de privilégier le réseau de chaleur par rapport à la production d'électricité. La centrale d'appoint thermique au gaz située à proximité de l'usine a été mise à contribution. La livraison de chaleur n'a ainsi diminué que de 5 % par rapport à l'année précédente : 85,6 % des besoins ont été satisfaits par la chaleur de l'UVE, contre 90 % en 2017.

b) Production d'électricité

Par voie de conséquence, la production d'électricité a baissé de 25 % et la vente d'électricité au réseau a diminué de 33 % par rapport à 2017.

La performance énergétique (calculée en fonction de la tonne incinérée et non de la tonne réceptionnée) est passée de 87,6 % à 88,3 %.

c) Charge thermique

La charge thermique (niveau d'énergie présent sur les lignes) est de 89 % au niveau des lignes 1 et 2 et de 99 % au niveau de la ligne 3, ce qui est conforme aux engagements de service.

Mme DELEUME souhaite connaître la nature du combustible de l'usine thermique (gaz ou charbon).

M. DOARÉ répond que les déchets représentent le seul combustible employé au sein de l'UVE. Le gaz n'est utilisé que pour le démarrage des fours. Au niveau de la centrale thermique du réseau de chaleur, le combustible utilisé est le gaz naturel.

5) Gestion des sous-produits.

Mme GAILLARD prend la parole.

La production de mâchefers, ramenée à la tonne incinérée, est en légère baisse. Elle passe de 24 000 t à moins de 19 000 t. Cette baisse est due principalement aux pannes des chaudières.

Les mâchefers sont envoyés à La Vraie-Croix (Morbihan), à 100 km de l'usine. Les analyses ont montré que leur composition est restée conforme aux seuils réglementaires tout au long de l'année 2018.

Les mâchefers font l'objet d'un traitement au niveau de l'installation de maturation et d'élaboration afin d'obtenir des matières utilisables en technique routière, permettant de réaliser des sous-couches présentant une meilleure portance que les matériaux couramment utilisés, extraits de carrières. Après un premier déferrailage et une période de maturation des mâchefers, les métaux non ferreux sont extraits jusqu'à une granulométrie de 2 mm. Ces métaux non ferreux sont ensuite revendus à des aciéries et à des fonderies.

Le traitement des mâchefers permet d'envoyer 1 700 tonnes de métaux et 250 tonnes de non-ferreux dans les filières de valorisation. La valorisation des aciers récupérés en sortie d'usine baisse légèrement. Cette tendance pourrait éventuellement s'expliquer par une amélioration du tri en amont.

En 2018, les mâchefers ont été utilisés notamment pour réaliser la sous-couche des plates-formes de la nouvelle déchetterie de Rennes-Saint-Jacques-de-la-Lande. Les étudiants de l'École des Métiers de l'Environnement (E.M.E.), située sur le campus de Ker-Lann, ont été chargés de travailler sur l'amélioration de la logistique de retour des mâchefers pour favoriser leur utilisation locale sur le territoire. Les résultats de leur étude seront connus d'ici l'été 2019 et pourront vraisemblablement être présentés lors de la prochaine réunion de la CSS.

Les REFION (résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères) sont également en baisse du fait de la moindre disponibilité des installations mais également grâce à l'utilisation d'un procédé propre à l'UVE permettant de faire recirculer une partie des résidus d'épuration des fumées : la chaux qui n'a pas réagi lors du premier passage est réinjectée dans le circuit, ce qui permet d'améliorer l'efficacité du dispositif mais aussi de réduire l'approvisionnement de l'usine en chaux.

Mme CLOÛTRE demande si la chaux est aussi efficace à la deuxième utilisation.

M. DOARÉ lui confirme que c'est bien le cas, cette chaux n'ayant pas réagi la première fois.

Les REFION sont répartis entre l'installation de stockage de Sécché, où ils sont enfouis (2 719 tonnes), et des cavités salines en Allemagne, où ils sont valorisés dans le cadre d'un contrat passé avec la société Mineral+ (1 800 tonnes). Il y a un à trois départs de REFION vers l'Allemagne par semaine.

La valorisation des aciers récupérés en sortie d'usine baisse légèrement. Cette tendance pourrait éventuellement s'expliquer par une amélioration du tri en amont.

Mme GAILLARD précise que, selon les termes du contrat passé avec Valoreizh, c'est Rennes Métropole qui est responsable de la gestion de tous les sous-produits de l'usine.

Mme DELEUME souhaite savoir pourquoi on parle de valorisation pour les déchets exportés en Allemagne, alors qu'ils sont apparemment enfouis dans des cavités salines.

Mme GAILLARD répond que ces cavités, qui servaient à extraire de la saumure, doivent être remblayées afin d'éviter les éboulements. Au lieu de combler les cavités avec du ciment, il est possible d'utiliser un mélange de cendres volantes et de REFION. En Allemagne, l'enfouissement de REFION en installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) n'est pas autorisé. Seule leur valorisation comme matériau de remblai est permise. Une filière de valorisation comparable n'existe pas en France.

Mme DELEUME demande s'il existe un suivi de ces enfouissements en cavités salines, de leur impact éventuel sur l'eau et s'il est possible de consulter des rapports.

Mme GAILLARD confirme qu'un tel suivi existe en Allemagne pour toutes les mines de sel et cavités salines, depuis cinquante ans. Il est bien entendu réalisé dans le cadre de la réglementation localement applicable. Pour les possibilités de consultation des rapports de suivi allemands, seul le ministère de la transition écologique et solidaire serait en mesure d'apporter des réponses. En revanche, Rennes Métropole peut communiquer les documents liés aux autorisations de transit transfrontalier des déchets, qui sont renouvelées tous les ans et sont accordées par chacun des pays traversés (France, Belgique, Allemagne).

Mme DELEUME estime qu'un exploitant devrait se tenir informé jusqu'au bout du devenir de ses déchets, même lorsqu'une partie des opérations se déroule hors du territoire national. Elle indique qu'elle se réserve la possibilité de prendre l'attache du ministère de transition écologique et solidaire afin d'obtenir les documents de suivi réalisés en Allemagne.

Mme GAILLARD précise que la filière avait été présentée aux membres de la CSS en 2013. Des suivis sont réalisés sur tous les lots valorisés à l'aide de carottes de 2 à 3 cm prélevées et analysées par des laboratoires universitaires afin de confirmer qu'il n'y a pas d'échange possible avec le milieu humide.

Afin de répondre aux questions posées en séance, Rennes Métropole a transmis à la préfecture, le 6 mars 2019, un dossier complet de présentation de la filière. Le bureau de l'environnement et de l'utilité publique a communiqué ces documents aux membres de la CSS par courriel (ou par courrier postal, pour une personne ne disposant pas d'adresse électronique).

6) Autosurveillance.

Mme DOARÉ prend la parole.

Chacune des trois lignes est équipée d'analyseurs multigaz. L'arrêté d'autorisation d'exploiter prévoit que le dépassement des valeurs limites d'émission ne peut excéder 60 heures de polluant par ligne.

En 2018, ce dépassement s'est établi à :

- 10 heures pour la ligne 1 ;
- 3 heures pour la ligne 2 ;
- 5 heures pour la ligne 3.

L'arrêté d'autorisation prévoit deux mesures d'auto-surveillance par an. Cependant, des mesures inopinées supplémentaires peuvent être réalisées à la demande de la DREAL, ce qui s'est produit en avril 2018. Les mesures sont effectuées sur les trois lignes pendant une période de six heures, et la moyenne des valeurs enregistrées au cours de ces six heures est retenue pour chacune des trois lignes. En cas de dépassement, une contre-mesure systématique permet de vérifier si le phénomène est durable ou ponctuel.

En mars 2018, il a été constaté un dépassement sur le cadmium. Une contre-mesure a été effectuée. Ses résultats se sont avérés normaux. Le dépassement pourrait donc avoir été causé par la combustion d'un déchet isolé chargé en cadmium.

Un dépassement du seuil de rejet relatif aux dioxines-furanes a été mis en évidence sur la cartouche de mesure du 29 mai au 27 juin 2018 sur la ligne 2. Cet incident a été déclaré à la DREAL et a fait l'objet d'un suivi particulier. Cependant, on peut remarquer qu'aucun dépassement n'a été découvert parmi les autres composés des fumées au cours de la même période.

Cet incident a été attribué à une panne de l'alimentation électrique de l'usine qui a perturbé le fonctionnement des appareils. La température des fours n'est pas montée assez haut pour assurer une combustion optimale des déchets.

Une contre-mesure a été réalisée aussitôt, mais les résultats n'ont été connus que le 19 septembre 2018. Ils ont conclu au retour des valeurs à la normale.

Rennes Métropole a demandé qu'une mesure de dioxine-furane soit effectuée en complément dans les lichens en quatre points autour de l'UVE. Aucune anomalie n'a été détectée.

L'autosurveillance des rejets liquides (dans le réseau d'eaux usées de Rennes Métropole) montre des résultats conformes, sauf le 19 juillet 2018. Un pH bas a été constaté ce jour-là en raison d'un problème du système de déminéralisation des eaux d'alimentation des chaudières. Une mise à l'arrêt et une réparation ont été effectuées.

En novembre 2018, un dépassement en acide chlorhydrique (HCL) a été mesuré. La contre-mesure a indiqué des valeurs normales.

Mme CLOÛTRE rappelle qu'à l'époque des commissions locales d'information et de surveillance (CLIS), qui ont précédé les CSS, des problèmes de dépassement de cadmium étaient évoqués à chaque réunion. Elle se réfère à des études médicales selon lesquelles le cadmium est pathogène pour les reins. Elle s'inquiète également des risques de dégagement de dioxine, notamment de dioxine bromée, liés à l'incinération des encombrants. Elle sollicite l'avis de l'ARS sur la toxicité de ces produits.

M. CHAMPENOIS invite Mme CLOÛTRE à assister à la réunion prévue le soir même, consacrée à ce sujet.

Mme GAILLARD précise qu'en 2017, aucun dépassement de cadmium n'avait été signalé. En ce qui concerne les dioxines bromées, les mesures effectuées par AIR BREIZH en 2014 avaient montré que les doses rejetées dans les fumées de l'usine étaient infimes.

Mme DELEUME estime la méthode de suivi des contrôles semestriels peu pertinente pour démontrer le caractère ponctuel des dépassements mesurés. Elle estime que le nombre de mesures réalisées dans l'année est insuffisant. Elle ne comprend pas non plus l'intérêt d'établir des moyennes sur six heures au lieu de se référer à des valeurs brutes mesurées en continu.

Mme GAILLARD précise que les contrôles semestriels sont complémentaires aux contrôles continus effectués par l'exploitant. Par exemple, en 2009, la détection répétée de dépassements de SO₂ avait alerté Rennes Métropole. Il avait été démontré que la présence de déchets de plâtre dans les encombrants était à la source du phénomène, ce qui avait conduit Rennes Métropole à munir l'ensemble de ses déchetteries de bennes spécifiques pour la collecte des déchets de plâtre.

M. DOARÉ précise que ces mesures en continu et les contrôles semestriels sont complétées par celles de l'impact environnemental.

M. DEHAESE insiste sur le caractère ponctuel des dépassements de cadmium. La cause la plus probable est la présence de piles électriques dans un lot de déchets. Outre les piles restées dans les jouets, les cartes de vœux musicales contiennent ce type de consommable et les utilisateurs ne pensent pas toujours à les extraire.

Mme DELEUME propose qu'une campagne d'information soit menée sur ce point auprès du public.

Mme CLOÛTRE suggère que cette campagne soit étendue au mercure. Elle évoque le cas de son pharmacien : les clients viennent rapporter leurs thermomètres à mercure usagés et personne ne semble savoir vers quelle filière orienter ces appareils. Faute de réponse, les thermomètres rapportés restent stockés dans la pharmacie.

M. CHAMPENOIS invite les personnes intéressées par les questions de santé humaine à consulter l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation de l'incinérateur. Il insiste enfin sur le fait que les limites de détection se sont considérablement réduites avec le perfectionnement des appareils de mesure, ce qui entraîne nécessairement une augmentation du nombre de traces décelées.

Le Lt LELIÈVRE s'étonne du manque d'information du pharmacien. Il existe une filière appropriée, qui normalement est connue des professionnels.

M. DEHAESE précise que l'interdiction de jeter des piles figure déjà sur les bennes, avec un pictogramme bien visible constitué d'une croix rouge et de piles. Dans l'ensemble, cette interdiction est respectée et très peu de piles finissent dans l'incinérateur. Le dépassement mesuré en mars 2018 excède d'ailleurs à peine la norme admise. Le problème vient plutôt de personnes de bonne foi qui ignorent que l'objet qu'ils jettent renferme des piles. Une campagne peut être menée sur ce point, mais il sera impossible de supprimer totalement la pratique de jeter des piles au milieu des autres ordures ménagères. Par ailleurs, la question de la pollution par les piles ne concerne pas que les déchets incinérés. La présence de piles dans les déchets enfouis peut également causer la pollution des eaux.

7) Incidents d'exploitation.

En 2018, l'unité de valorisation énergétique (qui a cinquante ans) a connu 38 arrêts de ligne techniques faisant suite à la détection de 46 fuites de vapeur réparties entre les trois chaudières. Des travaux importants ont été réalisés en septembre 2018 pour résoudre cette situation et les chaudières ont été remises en route en novembre 2018. Aucun incident ne s'est produit depuis.

8) Engagements liés à l'insertion.

L'UVE s'est engagée auprès de Rennes Métropole à promouvoir l'insertion au niveau du personnel de l'usine que des activités sous-traitées. 12 250 heures de travail doivent ainsi être effectuées pendant la durée du contrat (2018-2021) par du personnel en insertion. En 2018, 3 841 heures ont été assurées par du personnel en insertion, ce qui devrait permettre de dépasser l'objectif fixé sur quatre ans.

9) Travaux actés dans le cadre de la convention signée avec Rennes Métropole.

Valoreizh s'est engagée auprès de Rennes Métropole à réaliser des travaux en vue notamment de rendre conformes à la norme RT 2018 les locaux administratifs et les locaux sociaux de l'UVE. Les travaux devraient être terminés en avril 2019.

Le terre-plein situé à l'avant de l'usine (côté ouest) a été réaménagé afin de rationaliser les flux de camions. Une bâche a été installée pour le débâchage et le rebâchage des camions. Une zone d'isolement des camions présentant un niveau de radioactivité non conforme a été créée (la détection se fait en entrée de site au niveau des barrières de pesage), ainsi qu'un espace de stationnement pour les entreprises extérieures appelées à intervenir sur le site.

V – Suivi environnemental sur l'ensemble des matrices (jauges, lichens, lait)

1) Prélèvements de lait.

Mme BASQUIN prend la parole.

Comme pour la gestion des mâchefers et les REFIOM, c'est Rennes Métropole qui assure le suivi environnemental de l'UVE à travers trois matrices : les lichens, les jauges et le lait de vache.

Les exploitations agricoles servant aux analyses du lait de vache ont été sélectionnées en fonction de la rose des vents des fumées de l'UVE. Sept points de prélèvement existent, dont un faisant office de témoin. Le recueil des échantillons est effectué une fois par an en août-septembre après la période de pâturage des vaches.

Les propriétés lipophiles du lait lui permettent de stocker les polluants tels que les dioxines-furanes et PCB.

Comme les années précédentes, les valeurs sont conformes aux limites réglementaires pour les dioxines-furanes, les PCB et la somme de ces deux valeurs.

Mme DELEUME estime que le nombre de points de prélèvement de lait situés à l'intérieur de la zone couverte par le panache de fumée de l'UVE est trop faible. Elle invite les membres intéressés à se référer à la modélisation du panache proposée par Air Breizh dans un rapport de 2017¹. Elle précise que cette remarque figure dans la contribution d'Eau & Rivières de Bretagne qui sera présentée lors de la concertation publique organisée par Rennes Métropole le soir même.

(1) https://www.airbreizh.asso.fr/voy_content/uploads/2018/06/rapport_etude_dispersion_uve_rennes_version1_20180105.pdf

M. DEHAESE fait observer que l'implantation de l'UVE en milieu urbain, quoique excentrée, ne permet pas de trouver un nombre important d'élevages de vaches dans la zone couverte par le panache.

M. GUILLOTIN précise que c'est pour cette raison que d'autres paramètres de suivi (jauges et lichens) sont utilisés en complément.

Mme GAILLARD suggère que les analyses de lait de vache pourraient être abandonnées, sachant que celles-ci représentent un coût de 8 000 euros, si les membres de la CSS ne sont pas convaincus de leur bien-fondé.

Elle rappelle ensuite que Rennes Métropole a satisfait aux demandes faites par la CSS, en 2013, d'ajouter des points de prélèvements de lichens et des jauges. Le suivi de l'impact environnemental représente un coût total annuel de 70 000 euros. Cependant si tous les membres de la CSS, y compris les services de l'État, l'estiment nécessaire, la carte des points de prélèvement des lichens et de l'implantation des jauges pourra être réévaluée à la lumière de la modélisation d'Air Breizh. Elle précise toutefois que les contraintes de l'implantation naturelle des lichens et la perspective de partir de nouveaux points de référence sans possibilité de relier leurs résultats à ceux des anciens points de suivi pourraient poser problème.

M. SOTO évoque à ce sujet le cas du point 5 d'implantation des jauges qui a été rapproché de l'UVE de 250 mètres au nord-est en 2018. Un point 5 bis a donc remplacé le point 5 et il n'est dès lors pas possible d'établir de comparaison entre les résultats du nouveau point 5 bis avec les résultats précédemment obtenus au point 5 puisqu'il ne s'agit plus du même point. Le même problème s'était posé en 2017 lors de la substitution temporaire d'un point 3 bis au point 3.

M. DEHAESE propose que la révision des points de prélèvement, si elle doit avoir lieu, soit réalisée à la fin du processus de restructuration de l'UVE. Il serait alors moins gênant de partir de nouvelles références pour les mesures.

M. OLAGNON approuve cette suggestion.

2) Jauges Owen.

M. SOTO prend la parole.

Les jauges Owen (entonnoirs recueillant les précipitations) sont utilisées pour collecter les retombées atmosphériques. Elles sont mises en place pour une durée d'un mois (de mi-novembre à mi-décembre, alors que l'activité de l'incinérateur est à son maximum) puis envoyées en laboratoire (laboratoire TERA) où leur contenu est analysé. Cette méthode est recommandée par l'INERIS et l'ADEME.

Des « aléas de campagne » se sont produits en 2018. La jauge du point 3 a été renversée par le vent en fin de campagne, ce qui a pu fausser les résultats des métaux. Cette situation impose donc de prendre les résultats de ce point avec circonspection. La jauge du point 5 bis est tombée mais a été redressée rapidement. Il faut noter également que les jauges peuvent faire l'objet de dégradations volontaires.

De plus, les précipitations ont été plus faibles que les normales saisonnières. Les points les plus impactés par la pollution ont été les points 2, 5 bis et 3 bis.

Mme GAILLARD insiste sur le fait que 50 % des jauges sont situées dans le panache des fumées de l'usine et à moins d'un kilomètre de celle-ci.

Les taux de dioxines-furanes sont largement inférieurs aux normes. Les composés les plus représentés sont l'OCDD et l'heptachlorodibenzodioxine, comme les années précédentes (59 % des émissions). On n'observe pas de corrélation entre la proximité de l'UVE et les taux de dioxines-furanes mesurés.

Concernant les métaux, le manganèse et le cuivre dominant, mais sont inférieurs aux années précédentes. Le taux de nickel, qui avait connu un pic en 2016, est redevenu normal. Les résultats sont homogènes pour toutes les jauges et montrent des valeurs normales. Il n'y a donc pas d'impacts significatifs de l'UVE sur la pollution en métaux.

3) Lichens.

M. AGNELLO prend la parole.

Comme chaque année, le suivi a eu lieu en juin. Les lichens ont été prélevés entre le 18 et le 20 juin. Le point L11 situé à Saint-Erblon, considéré comme un point témoin, comporte les concentrations les plus faibles.

C'est au point L13, situé sur le terre-plein central du boulevard d'Armorique, et dans une moindre mesure au point L12, que l'on trouve au contraire les concentrations les plus fortes, comme chaque année. Il s'agit des deux points les plus éloignés de l'usine. Cela montre que l'usine ne contribue que faiblement à la pollution ambiante de la métropole rennaise, et qu'il existe d'autres sources de pollution plus importantes.

Pour tous les points, les taux de manganèse sont élevés. Cela peut s'expliquer par la richesse du sous-sol de la métropole rennaise en cet élément.

Au point L10, la concentration assez élevée en cadmium s'explique par la présence de travaux avec entassement de palettes de bois, brûlage et dégagement de cendres dans l'avenue Churchill au moment des prélèvements.

Compte tenu de la direction des vents et de la proximité de l'usine, les points L04, L07, L09 et L10 devraient être les plus impactés. Or aucune corrélation n'est constatée entre les fumées de l'usine et les concentrations mesurées en ces points qui sont normales (réserve faite des analyses faussées au point L10).

À la suite du dépassement de la norme de rejet de dioxines-furanes mesuré du 29 mai au 27 juin 2018 sur la ligne d'incinération n° 2, une campagne exceptionnelle de mesures a été menée en septembre 2018 aux points les plus influencés par les vents (L07, L08, L09 et L10). Aucun de ces quatre points n'a montré de valeurs plus élevées qu'à l'habitude. De plus, le taux de cadmium au point L10 était revenu à la normale.

M. LE FLOCH suggère que le tableau avec la localisation des points de mesure apparaisse dès la première page du document de suivi.

VI – Information sur l'étude de la pollution du square du Berry

MM. DAMBRE, LEFEUVRE et AGNELLO prennent la parole.

Pendant trois ans, de 2015 à 2017, des valeurs atypiques de dioxines-furanes et de métaux lourds (cobalt et plomb, notamment) ont été mesurées sur les lichens du square du Berry (point L08). Elles ne ressemblaient pas aux valeurs relevées aux autres points autour de l'incinérateur.

Fin 2017, les services de l'État et les responsables de l'usine se sont réunis et il a été décidé qu'un protocole d'investigations soit mis en place par la DREAL et par l'ARS afin de déterminer si l'UVE était en cause et, dans le cas contraire, d'identifier l'origine de la pollution.

Les bureaux d'études AIR BREIZH et EVINERUDE ont été chargés d'effectuer des recherches biographiques et d'interpréter les résultats des analyses scientifiques obtenus à partir des relevés des jauges Owen et des lichens.

Des points de mesure ont été installés aux quatre points cardinaux autour du point L08.

Les campagnes de relevés des jauges et des lichens se sont déroulées de janvier à avril 2018.

Les résultats obtenus n'ont montré aucun dépassement, ce qui permettait de conclure que la source avait cessé d'émettre. Cela a été confirmé par les campagnes lichens de juin et septembre 2018.

On ne pouvait donc raisonner qu'à partir des valeurs des années précédentes (2015 à 2017).

L'UVE n'est pas à l'origine de cette pollution. La répartition des polluants décelés au point L08 ne ressemble pas à celle qui est présente dans les cheminées de l'UVE.

Parmi toutes les hypothèses possibles (camions de livraison tournant en continu, utilisation d'un fongicide interdit depuis 1994, le pentachlorophénol) Il est apparu que le chantier de réfection du quartier et de la voirie de la rue Joseph Martray, qui a duré de 2015 à 2017, est le seul événement compatible avec la pollution relevée.

Mme CLOÛTRE fait part de sa satisfaction sur l'identification de la cause et déclare avoir été témoin du brûlage de bâches de toile goudronnées sur le chantier qui pourrait avoir concouru à la pollution du square du Berry.

Mme GAILLARD encourage les associations à faire remonter immédiatement aux services publics locaux les dysfonctionnements dont elles auraient connaissance. Pour une plus grande efficacité, elle les invite à utiliser et à faire connaître le dispositif de tranquillité publique « RenCitéZen » mis en place par la ville de Rennes. Il permet de signaler par téléphone (au 02 23 62 25 25, de 8 heures à 18 h 30 en semaine et de 9 heures à 12 h 30 le samedi), par formulaire internet ou par une application sur smartphone, les anomalies survenant sur l'espace public².

M. GABILLARD précise que les bureaux de VEOLIA sont situés à 30 mètres de la rue Joseph Martray et qu'il lui aurait donc été possible d'intervenir rapidement s'il avait été prévenu sur le moment. Il prend très au sérieux le problème des brûlages sauvages. Il précise qu'il a lui-même signalé un brûlage de câbles dont il avait été témoin alors qu'il passait à proximité du chantier. Il rappelle également qu'un événement tel que l'incendie de l'usine de polystyrène Knauf, à Redon, le 13 juin 2006, bien qu'il n'ait duré que quelques heures, avait longtemps perturbé les analyses chimiques.

M. LE FLOCH évoque des travaux d'étanchéification de nouveaux bâtiments, qui ont duré quelques mois. Du bitume a été chauffé sur les toits.

M. LEFEUVRE répond que c'est l'ensemble des activités relatives aux travaux de réfection de voirie qui sont certainement en cause dans la pollution constatée au square du Berry, y compris les travaux d'étanchéification des nouveaux bâtiments.

M. LE FLOCH demande à M. GABILLARD comment le site de VEOLIA est chauffé et si ce site contrôle ses rejets.

M. GABILLARD répond que les locaux de VEOLIA ne sont pas raccordés au réseau de chaleur mais que le chauffage est conforme aux normes environnementales.

VII – Avancement de l'opération de restructuration de l'UVE – point d'étape sur la concertation

M. DEHAESE prend la parole.

L'opération de restructuration a été présentée à la commission de suivi de site du 9 juin 2016.

Sans y être obligée réglementairement, Rennes Métropole a souhaité organiser une concertation préalable compte tenu de l'ampleur du projet de restructuration et de son impact, l'usine étant située en ville. Un avis a été publié dans Ouest-France, affiché à l'Hôtel de Rennes Métropole, à la mairie de quartier de Villejean-Beauregard et sur le site de l'UVE. Des informations ont été diffusées dans les magazines locaux (Rennes Métropole Magazine, Les Rennais), sur le site internet de Rennes Métropole et sur les réseaux sociaux. Un registre a été ouvert aux formats papier et dématérialisé. La concertation a débuté fin octobre 2018 et devait s'achever à la mi-décembre 2018. Toutefois, à la suite de la première réunion publique du 13 novembre, une réunion supplémentaire a été demandée par le public pour évoquer plus spécifiquement des impacts sanitaires. Elle aura lieu ce jour dans la soirée. La période de concertation a, de ce fait, été prolongée jusqu'au 1^{er} février.

Aucune remarque n'a été déposée sur le registre papier à la mairie de quartier de Villejean. Sur le registre dématérialisé ont été recensées, au 15 janvier 2019, vingt observations pour 843 visiteurs et, à la veille de la réunion de la CSS, vingt-trois observations pour 1 200 visiteurs. À la fin de la concertation, le garant établira une synthèse des observations, rendra le bilan public et Rennes Métropole établira son plan d'action.

(2) Pour tout renseignement sur ce dispositif, il est possible de consulter la page <https://metropole.rennes.fr/faire-un-signe-avec-encitezen>.

Un nouveau site de l'UVE a été mis en ligne en janvier 2019 sous la conduite de Mme FORMISANO et d'un prestataire extérieur dans le cadre de la nouvelle concession de service public à VALOREIZH. Une partie du site, intitulée « moderniser l'usine »³, rend compte de l'actualité des travaux de restructuration.

L'appel d'offre pour les travaux est en cours. Le prestataire qui sera retenu aura l'obligation de placer des caméras « timelapse » sur le chantier afin que le public puisse suivre les travaux en direct sur internet.

Un médiateur de chantier est d'ores et déjà disponible via le site internet pour répondre aux questions du public portant sur les travaux.

M. LE FLOCH demande si Rennes Métropole estime que sa politique de communication est à la hauteur de l'importance du chantier et de la zone géographique impliquée par l'activité de l'UVE.

Mme GAILLARD l'invite à faire connaître s'il le souhaite des propositions d'actions de communication plus appropriées.

Mme CLOÛTRE fait observer que l'usine est située en pleine ville, ce qu'elle n'estime pas satisfaisant. Elle s'interroge sur le tonnage exact que l'UVE envisage de traiter à l'avenir.

M. DEHAESE répond que ce tonnage, qui est de 144 000 tonnes, ne variera pas par rapport à la situation actuelle, mais que des usines des environs envisagent d'augmenter leur capacité pour faire face à l'augmentation de la population et des déchets produits par celle-ci. Par exemple, le SMICTOM Sud-Est 35 de Vitré prévoit de doubler sa capacité de traitement. La loi de transition énergétique prévoit une réduction de moitié de la part de déchets enfouis, ce qui va obliger les SMICTOM à trouver d'autres filières de traitement. 700 000 tonnes de déchets produits en Bretagne sont enfouies chaque année, dont 320 000 à l'extérieur de la Bretagne. Il paraît dès lors important de diviser par deux la quantité de déchets produits, de les conserver sur le territoire de la région et de les valoriser.

VIII – Questions diverses

M. OLAGNON remercie les intervenants de leurs exposés et invite les participants à poser leurs questions.

Mme GAILLARD propose de décaler les prochaines réunions de CSS au début du mois de février, afin de permettre la remise de rapports d'analyse complets aux membres.

Les membres sont d'accord à l'unanimité.

M. OLAGNON est favorable sur le principe, mais propose de recueillir l'avis de l'association EAU & RIVIÈRES DE BRETAGNE avant de se prononcer, Mme DELEUME ayant dû s'absenter avant la fin de la réunion.

Mme DELEUME a indiqué, par courriel du 8 mars 2019, qu'en qualité de membre suppléant, elle n'était pas appelée à participer à toutes les réunions et ne s'estimait donc pas directement concernée par cette question.

Contactée par téléphone le 13 mars 2019, Mme BEN BERGHOUT, membre titulaire de la CSS pour l'Association des Résidents de Villejean, qui n'avait pu assister à la séance du 30 janvier 2019, déclare ne pas émettre d'objection à la proposition de Mme GAILLARD.

Cette proposition recueille par conséquent un avis favorable à l'unanimité des membres titulaires du collège des riverains ou associations de protection de l'environnement.

La séance est levée à 12 heures 20.

Le Secrétaire général,

Denis OLAGNON

(3) <https://www.uve-rennesmetropole.fr/moderniser-l-usine>